



PROGRAMME DE VEILLE 2026 DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE SUR LES SOCIÉTÉS DU SBF 120

ALERTE N° 83 ALTEN

Cette analyse est plus particulièrement destinée aux responsables de l'exercice des droits de vote dans les sociétés de gestion et/ou aux correspondants « gouvernement d'entreprise » de l'AFG.

L'AFG, qui a publié la version 2026 de ses « Recommandations sur le gouvernement d'entreprise », alerte sur les résolutions des assemblées générales des sociétés du SBF 120 contraires à ce code de gouvernement d'entreprise dans le cadre de son programme de veille. Ces analyses ne constituent en aucune manière des conseils en vote. Nous vous rappelons par ailleurs que l'exercice des droits de vote attachés aux titres figurant à l'actif des OPC s'inscrit dans la politique d'engagement actionnarial des sociétés de gestion.



ALTEN

DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE : 18 juin 2026

RESOLUTIONS CONCERNEES PAR LES RECOMMANDATIONS DE L'AFG

- **RESOLUTIONS 5 à 7 : Renouvellement d'administrateurs**

Analyse

Il est attendu de tout membre de conseil d'administration qu'il témoigne de son implication dans la société dont il a accepté un mandat par une détention non symbolique d'actions de la société.

Après avoir siégés respectivement 3 et 12 ans au conseil d'administration de la société, les administrateurs proposés au renouvellement, continuent à ne détenir aucune action de la société.



Référence

Extrait des Recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2026 : II-D-7

Tout membre du conseil d'administration ou de surveillance doit détenir un minimum (non symbolique) d'actions de la société.

▪ **RESOLUTION 11 : Politique de rémunération**

Analyse

La politique de rémunération du Directeur Général présentée au vote des actionnaires prévoit la possibilité d'une rémunération exceptionnelle en considération d'événements spécifiques, tels qu'une opération structurante ou majeure pour le groupe.

La société fait valoir que celle-ci se trouverait plafonnée à 20% de la rémunération fixe du dirigeant.

Références

Extrait des recommandations sur le gouvernement d'entreprise AFG version 2026 : II-C- 3

Le conseil (d'administration ou de surveillance), qui décide de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, est responsable de la publicité et de la transparence de la politique de rémunération de ces derniers.

Il doit communiquer aux actionnaires, s'agissant des personnes exerçant la fonction de dirigeant mandataire social, la philosophie et le raisonnement qui ont présidé à l'établissement de cette politique de rémunération, notamment le lien existant entre rémunération, performance et objectifs de performance.

L'AFG demande la transparence sur les montants, notamment la rémunération fixe sur l'année à venir, et sur toutes les formes et bases de calcul des rémunérations individuelles, directes ou indirectes, immédiates ou différées, par la société ou ses filiales, en France et à l'étranger, des dirigeants mandataires sociaux, y compris « stock-options » et actions gratuites (précisant ce qu'il en advient en cas de départ de l'entreprise), tout système de retraite (en précisant si celui-ci est identique à celui des autres cadres du groupe ou spécifique), indemnités de départ, avantages particuliers, ainsi que la rémunération globale versée aux dix personnes les mieux rémunérées exerçant des fonctions de direction.

La politique de rémunération ne devrait pas prévoir la possibilité d'une rémunération exceptionnelle.



GOVERNANCE

1. Composition du conseil d'administration d'ALTEN

Le conseil d'administration d'ALTEN comportera, à l'issue de l'assemblée générale, 55,5% de membres libres d'intérêts, hors représentant des salariés, en conformité avec les recommandations de l'AFG (dans l'hypothèse où les résolutions correspondantes seraient acceptées).

| Présenté | Nom | Affiliation | Qualif AFG | Taux de présence | Genre | Age | Nat | Durée | Fin du mandat | Nombre mandats | | Comités | | |
|-------------------------------------|------------------------|---|----------------------|------------------|-------|-----|-----|---------|---------------|----------------|----|---------|-----|-----|
| | | | | | | | | | | DG | Ad | Audit | Nom | Rem |
| | Simon Azoulay | Président Représentant d'actionnaire | Non libre d'intérêts | 100% | M | 70 | FR | 29 | 2029 | 1 | 0 | | | |
| | Maryvonne Labeille | | Libre d'intérêts | 100% | F | 68 | FR | 5 | 2028 | 0 | 1 | | P | P |
| | Philippe Tribaudeau | Ad. référent | Libre d'intérêts | 100% | M | 65 | FR | 10 | 2028 | 0 | 1 | M | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Danièle Guyot-Caparros | | Libre d'intérêts | Nouveau | F | 68 | FR | Nouveau | 2030 | 0 | 3 | P | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Jean-Philippe Collin | | Libre d'intérêts | 100% | M | 70 | FR | 3 | 2030 | 0 | 1 | M | M | M |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Jane Seroussi Azoulay | Représentant d'actionnaire | Non libre d'intérêts | 100% | F | 60 | FR | 12 | 2030 | 0 | 1 | | | |
| | Emily Azoulay | Représentant d'actionnaire | Non libre d'intérêts | 100% | F | 78 | FR | 15 | 2027 | 0 | 1 | | M | M |
| <input checked="" type="checkbox"/> | Marc Eisenberg | | Libre d'intérêts | 100% | M | 71 | FR | 12 | 2030 | 0 | 1 | | | |
| | Pierre-Louis Ryser | Représentant des salariés | Non libre d'intérêts | 100% | M | 60 | FR | 3 | 2027 | 0 | 1 | | | |

2. Spécificités

- Les statuts d'ALTEN comportent des actions à droit de vote double sous condition de détention de quatre ans.
- Le COMEX continue à n'inclure aucune femme.



Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Jérôme ABISSET

